

# CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

CONSULTATION :	25 AVC 25 ECO
OBJET :	Collecte, acheminement et livraison d'armoires entre le les hôpitaux Avicenne et Robert Debré
PROCEDURE :	Accord-cadre sur procédure adaptée ouverte soumise aux dispositions de l'article R 2123-1 du Code de la Commande Publique.  Il suit les dispositions des articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique relatives aux accords-cadres à bons de commande
ANNEXE	Annexe 1 - Acceptation du CCP

AVICENNE



125, route de Stalingrad  
93009 Bobigny

JEAN VERDIER



Avenue du 14 juillet,  
93140 BONDY

RENE MURET



Avenue du Dr Schaeffner  
93 270 SEVRAN

*Ce document comprend 19 pages*



**AP-HP.**  
**Hôpitaux universitaires**  
**Paris Seine-Saint-Denis**

# SOMMAIRE

<b>ARTICLE I.</b>	<b>OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES</b>	<b>4</b>
SECTION 1.01	OBJET DE L'ACCORD CADRE	4
SECTION 1.02	DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS	4
SECTION 1.03	DATE D'EFFET ET DUREE DE L'ACCORD CADRE	5
SECTION 1.04	ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE	5
SECTION 1.05	PIECES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE	5
<b>ARTICLE II.</b>	<b>EXECUTION DES TRANSPORTS</b>	<b>5</b>
SECTION 2.01	MODALITES D'EXECUTION DES TRANSPORTS	5
SECTION 2.02	HORAIRES DES NAVETTES REGULIERES	5
SECTION 2.03	PROGRAMMATION DES NAVETTES	6
SECTION 2.04	MOYENS DE TRANSPORT	6
SECTION 2.05	COMMUNICATION AVEC LES CHAUFFEURS	7
SECTION 2.06	NETTOYAGE ET DESINFECTION	7
SECTION 2.07	TRAÇABILITE DU TRANSPORT	7
SECTION 2.08	REMPLACEMENT DES INTERVENANTS	7
SECTION 2.09	EXIGENCES RELATIVES AUX PRESTATIONS	7
SECTION 2.10	OBLIGATION D'INFORMATION	7
SECTION 2.11	RESPONSABILITE DU TITULAIRE	8
<b>ARTICLE III.</b>	<b>PROCEDURE DEGRADEE</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE IV.</b>	<b>CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS</b>	<b>8</b>
SECTION 4.01	COMMANDES	8
SECTION 4.02	CONTROLE	9
SECTION 4.03	SUIVI DE L'ACCORD CADRE	9
SECTION 4.04	INSERTION DE FOURNITURES OU PRESTATIONS NOUVELLES	9
SECTION 4.05	CONSIDERATIONS SOCIALES	9
SECTION 4.06	CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES	9
<b>ARTICLE V.</b>	<b>CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE VI.</b>	<b>OBLIGATION DU TITULAIRE</b>	<b>9</b>
SECTION 6.01	DISPOSITIONS RELATIVES AUX PERSONNELS	10
SECTION 6.02	OBLIGATION DE DISCRETION	11
SECTION 6.03	MESURES DE SECURITE	11
SECTION 6.04	SANCTIONS	11
<b>ARTICLE VII.</b>	<b>AVANCE</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE VIII.</b>	<b>PRIX DE L'ACCORD CADRE</b>	<b>11</b>
SECTION 8.01	CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES	11
SECTION 8.02	MODALITES DE VARIATIONS DES PRIX	11

<b>ARTICLE IX.</b>	<b>MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES</b>	<b>12</b>
<b>SECTION 9.01</b>	<b>ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DEFINITIFS</b>	<b>12</b>
<b>SECTION 9.02</b>	<b>MODALITES DE FACTURATION ET DE REGLEMENT DES COMPTES</b>	<b>12</b>
<b>SECTION 9.03</b>	<b>PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS</b>	<b>12</b>
<b>SECTION 9.04</b>	<b>DELAJ GLOBAL DE PAIEMENT</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE X.</b>	<b>PENALITES</b>	<b>13</b>
<b>SECTION 10.01</b>	<b>PENALITES DE RETARD</b>	<b>13</b>
<b>SECTION 10.02</b>	<b>PENALITES LIEES A L'EXECUTION DES PRESTATIONS</b>	<b>13</b>
(A)	PENALITES EN CAS DE REFUS A UNE DEMANDE DE PRESTATION	14
(B)	PENALITES EN CAS DE DIFFICULTES DE COMMUNICATION	14
(C)	PENALITES EN CAS D'ALTERATION DES PRODUITS SENSIBLES TRANSPORTES :	14
(D)	PENALITES EN CAS DE PERTE DES PRODUITS SENSIBLES TRANSPORTES :	14
<b>SECTION 10.03</b>	<b>PENALITE POUR TRAVAIL DISSIMULE</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE XI.</b>	<b>RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE</b>	<b>14</b>
<b>SECTION 11.01</b>	<b>MOTIFS DE RESILIATION</b>	<b>14</b>
<b>SECTION 11.02</b>	<b>RESILIATION PRONONCEE AUX TORTS DU TITULAIRE</b>	<b>14</b>
<b>SECTION 11.03</b>	<b>RESILIATION POUR INEXECUTION NON FAUTIVE</b>	<b>15</b>
<b>SECTION 11.04</b>	<b>RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL</b>	<b>15</b>
<b>SECTION 11.05</b>	<b>INDEMNITE DE RESILIATION</b>	<b>15</b>
<b>SECTION 11.06</b>	<b>RESILIATION EN CAS D'INEXACTITUDE DES DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS DEMANDES</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE XII.</b>	<b>EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUE DU TITULAIRE</b>	<b>15</b>
<b>SECTION 12.01</b>	<b>EN CAS DE D'INEXECUTION D'UNE PRESTATION OU DE CARENCE DANS L'APPROVISIONNEMENT EN COURS D'EXECUTION DE L'ACCORD CADRE</b>	<b>15</b>
<b>SECTION 12.02</b>	<b>APRES RESILIATION PRONONCEE AUX TORTS DU TITULAIRE</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE XIII.</b>	<b>MODIFICATIONS DE L'ACCORD CADRE</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE XIV.</b>	<b>PRESTATIONS NON COMPRISES DANS L'ACCORD CADRE</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE XV.</b>	<b>TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE XVI.</b>	<b>NANTISSEMENT</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE XVII.</b>	<b>ASSURANCES</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE XVIII.</b>	<b>CERTIFICATS</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE XIX.</b>	<b>DROIT</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE XX.</b>	<b>DEROGATIONS AU C.C.A.G.</b>	<b>18</b>

# CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

## Article I. OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### Section 1.01 Objet de l'accord cadre

Les stipulations du présent cahier des clauses particulières (C.C.P.) concernent la collecte, acheminement et livraison d'armoires entre les hôpitaux Avicenne et Robert Debré

L'installation d'un nouvel équipement destiné à traiter les optiques thermosensibles du robot chirurgical dans le service de stérilisation, nécessite des travaux d'une durée de 4 à 6 semaines. Pendant cette phase de travaux le service de stérilisation doit sous-traiter l'intégralité de son activité de stérilisation à l'hôpital Robert-Debré, pendant la nuit.

Le présent cahier des charges a pour objet de la mise en place des navettes entre le service de stérilisation de l'hôpital Avicenne et celui de l'hôpital Robert Debré.

La prestation comprend :

- Récupération des armoires en stérilisation
- Chargement dans le camion
- Déchargement à destination
- Acheminement des armoires jusqu'en stérilisation

#### Accord-cadre à bons de commande

Les prestations feront l'objet d'un accord-cadre mono-attributaire passé en application des articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique. Cet accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles. Il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande.

Le montant des prestations à bon de commande pour toute la durée de l'accord cadre est défini(e) comme suit :

Seuil minimum HT	Sans objet	Euros
Seuil maximum HT	89 500	Euros

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de recours ultérieur à la procédure négociée pour la réalisation de prestations similaires au sens de l'article R2122-4 du code de la commande publique.

### Section 1.02 Décomposition en tranches et lots

Il n'est pas prévu de décomposition en lot, en effet, la dévolution en lots séparés est de nature à restreindre la concurrence ou risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

25 AVC 25 ECO	Collecte, acheminement et livraison d'armoires entre les hôpitaux Avicenne et Robert Debré	4 / 19
CCP	Mars 2025	

### Section 1.03 Date d'effet et durée de l'accord cadre

L'accord cadre est conclu pour une période initiale de quatre (4) mois à compter du 26 mai 2025 ou de sa date de notification si elle intervient ultérieurement.

L'accord cadre pourra être reconduit tacitement pour des périodes de trois (3) mois jusqu'au 30 juin 2026.

### Section 1.04 Accord-cadre à bons de commande

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- La date et le numéro de l'accord cadre ;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- La nature et la quantité des fournitures à livrer ;
- Les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- Les lieux de livraison des prestations ;
- Le montant du bon de commande ;
- Les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le ou les titulaires.

### Section 1.05 Pièces contractuelles de l'accord-cadre

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (A.E.) et son annexe financière,
- Le présent cahier des clauses particulières (C.C.P.)
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales – Fournitures courantes et services (CCAG-FCS), arrêté du 30 mars 2021
- Les bons de commandes
- L'offre technique et financière du titulaire

❶ *Il est précisé que l'ensemble des conditions générales de vente du titulaire ne fait pas partie des documents contractuels.*

## Article II. EXECUTION DES TRANSPORTS

### Section 2.01 Modalités d'exécution des transports

Les opérations de transport (y compris les opérations de chargement et de déchargement) devront être réalisées de sorte à garantir l'intégrité physique et de conservation des armoires transportées qui seront conditionnées par l'Etablissement expéditeur conformément aux réglementations et aux bonnes pratiques en vigueur.

### Section 2.02 Horaires des navettes régulières

Pendant la phase des travaux (à compter du 26/05/2025 sur une durée de 4 à 6 semaines) les navettes sont programmées :

25 AVC 25 ECO	Collecte, acheminement et livraison d'armoires entre le les hôpitaux Avicenne et Robert Debré	5 / 19
CCP	Mars 2025	

En semaine :

- Avicenne → Robert Debré : départ à 19h
- Robert Debré → Avicenne : départ à 1h30 (dans la nuit)

Le samedi :

- Avicenne → Robert Debré : départ à 13h30
- Robert Debré → Avicenne : départ à 18h30

Pendant la phase de délais d’instruction du dossier à l’ARS (après réception des travaux) les navettes sont programmées :

En semaine :

- Aller-retour Avicenne <-> Robert Debré avec un chargement à Avicenne entre 9h -9h30

Les horaires exigés sont ceux inscrits ci-dessus. Toutefois, selon les besoins, les horaires pourront être modifiés par voie d’avenant avec l’accord des parties.

## Section 2.03 Programmation des navettes

Les demandes de navettes sont transmises par mail au titulaire pour une période de 15 jours. Elles seront transmises 1 à 2 semaines à l’avance.

Des demandes de navettes supplémentaires peuvent être ajoutées en fonction de l’activité du bloc.

Le nombre de navettes varie en fonction de l’activité du bloc. A titre informatif le nombre de navette. programmée par semaine est de 3. Elles sont susceptibles d’être déprogrammées en cas de fermeture de bloc opératoire.

## Section 2.04 Moyens de transport

Les véhicules utilisés devront être adaptées au format des armoires

Dimensions des armoires :

126x151x71cm (environ 1350L / armoire)

101x147x68cm (environ 1000L / armoire)

Capacité du camion :

Environ 6 à 7 armoires + 1 armoire supplémentaire pour le transport des optiques (aller-retour, environ 1000L).

Pendant la phase de délais d’instruction du dossier à l’ARS (après réception des travaux) il n’y aura qu’une seule armoire à prendre en charge.

Equipement requis :

Camion équipé d’un hayon

Systèmes d’attache pour les sangles

25 AVC 25 ECO	Collecte, acheminement et livraison d’armoires entre le les hôpitaux Avicenne et Robert Debré	6 / 19
CCP	Mars 2025	

## Section 2.05 Communication avec les chauffeurs

Les chauffeurs devront être équipés de moyens de communication permettant de les joindre rapidement en direct ou via leur centrale de régulation.

Il sera communiqué au titulaire à la mise en place de l'accord cadre, le nom et les coordonnées téléphoniques des contacts des 2 établissements.

## Section 2.06 Nettoyage et désinfection

Le titulaire devra, selon les règles d'usage, nettoyer et désinfecter les dispositifs fournis par ses soins, les enceintes ou conteneurs des véhicules au moins une fois par jour et à chaque besoin de sorte à garantir une hygiène optimale selon les protocoles et les règles d'hygiène en vigueur.

Pour le nettoyage intérieur et extérieur du véhicule, le candidat devra indiquer dans son offre la périodicité.

Dans tous les cas, les opérations de nettoyage devront être réalisées selon une procédure formalisée avec un document de suivi transmissible à la demande des HUPSSD.

À tout moment, les HUPSSD pourront être amenés à réaliser des tests d'hygiène ou demander au titulaire de lui apporter par tout document la preuve que les opérations de nettoyage et de désinfection ont bien été réalisées.

## Section 2.07 Traçabilité du transport

Le conducteur devra à chaque enlèvement et livraison remplir un cahier de traçabilité interne à chaque Etablissement.

## Section 2.08 Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, les HUPSSD se réservent le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants, et devra adresser aux HUPSSD le profil de l'intervenant par mail. Les HUPSSD devront valider la proposition du titulaire dans un délai d'une semaine sous les mêmes conditions attendues que la prestation.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans le délai de 15 jours à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations

## Section 2.09 Exigences relatives aux prestations

Le titulaire est responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel, objet ou approvisionnement qui lui est confié dès que ce matériel, objet ou approvisionnement est mis effectivement à sa disposition. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par l'accord-cadre.

## Section 2.10 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler aux HUPSSD tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

25 AVC 25 ECO	Collecte, acheminement et livraison d'armoires entre les hôpitaux Avicenne et Robert Debré	7 / 19
CCP	Mars 2025	

## Section 2.11 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant l'accord cadre. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre.

## Article III. PROCEDURE DEGRADEE

Le titulaire de l'accord cadre devra mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour assurer l'acheminement dans les conditions requises des armoires en cas de perturbations liées à des faits de grève, d'intempéries ou de toute autre nature (absentéisme, panne, dommages matériels, incapacité des conducteurs à poursuivre leur mission ...). Il devra détailler dans son offre la ou les procédures proposées.

Dans le cas de la mise en œuvre de cette procédure, il devra en informer dans les meilleurs délais les Etablissements concernés à partir des contacts qui lui seront spécifiés au moment de la mise au point du marché. Cette première information devra être suivie de la transmission aux HUPSSD d'une fiche de non-conformité par mail.

## Article IV. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations devront être conformes aux stipulations de l'accord cadre (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date de l'accord cadre).

### Section 4.01 Commandes

Les commandes se feront au fur et à mesure des besoins. Il n'y aura pas de minimum de commande (ni en quantité, ni en valeur).

Elles seront adressées au titulaire par courriel. Elles comporteront obligatoirement un n° de bon de commande à rappeler sur la facture, ainsi que l'objet détaillé de la commande, les dates, heure et lieu de réalisation des prestations.

La commande mentionnera la référence du devis préalablement accepté, si besoin.

Les émissions de bons de commande pourront intervenir dès le premier jour d'exécution de l'accord cadre afin de permettre une réalisation à la date de début de l'accord cadre.

Si le titulaire de l'accord cadre est situé dans un autre Etat membre de la communauté européenne, tout bon de commande adressé au titulaire de l'accord cadre par les établissements de l'AP-HP sera établi pour un montant hors taxe. Le bon de commande devra faire figurer le numéro individuel d'identification pour les opérations intra-communautaires de l'AP-HP : FR95267500452.

Les bons de commandes ne peuvent être passés dans le délai que pendant la période d'exécution de l'accord cadre.

25 AVC 25 ECO	Collecte, acheminement et livraison d'armoires entre les hôpitaux Avicenne et Robert Debré	8 / 19
CCP	Mars 2025	



La durée de validité des bons de commandes ne pourra excéder 3 mois après la fin de l'accord cadre.

Cependant, le délai d'exécution de ces bons peut aller au-delà du terme de l'accord cadre. En conséquence, les commandes passées dans le délai d'exécution de l'accord cadre pourront être exécutées postérieurement au terme de la période de validité de l'accord cadre, dans la limite maximale de trois mois.

93270 SEVRAN

## Section 4.02 Contrôle

Les HUPSSD se réservent le droit de contrôler à tout moment la bonne exécution des prestations du titulaire par un de ses représentants ou une personne dûment mandatée.

## Section 4.03 Suivi de l'accord cadre

Toute non-conformité observée dans la prestation par le réceptionnaire ou autre utilisateur de la prestation donnera lieu à l'émission d'une fiche ou lettre de non-conformité éditée par les HUPSSD et obligatoirement communiquée au titulaire.

Celui-ci est tenu, pendant toute la durée de l'accord-cadre, d'y répondre sous quinzaine, en précisant les mesures correctives qu'il aura prises afin que la non-conformité ne se renouvelle plus.

Au regard du dysfonctionnement lié à la non-conformité observée, de non-réponse aux fiches ou de non amélioration de la prestation, une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution sera envoyée au titulaire. Le titulaire est tenu de présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

## Section 4.04 Insertion de fournitures ou prestations nouvelles

Les HUPSSD se réservent le droit d'acquérir auprès du titulaire retenu des fournitures ou des prestations de service nouvelles qui ne seraient pas identifiées à ce jour ; elles seront introduites à l'accord cadre par voie d'avenant.

## Section 4.05 Considérations sociales

Le présent accord-cadre ne comprend pas de considérations sociales.

## Section 4.06 Considérations environnementales

Le présent accord-cadre comprend des considérations environnementales. Dispositifs proposés pour réduire l'impact carbone pour la prestation (types de véhicules, énergies...).

## Article V. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les décisions après les opérations de vérification sont effectuées en application du CCAG de référence, et notamment l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations

## Article VI. OBLIGATION DU TITULAIRE

Le titulaire s'engage :

25 AVC 25 ECO	Collecte, acheminement et livraison d'armoires entre les hôpitaux Avicenne et Robert Debré	9 / 19
CCP	Mars 2025	

- A respecter une obligation de vigilance sur le cumul des bons de commande qui lui seront adressés. Pour ce faire, le titulaire adressera obligatoirement à la Direction des Services Economiques et Logistiques de l'hôpital, un relevé de ses ventes par type de produit ou de prestation, en lui communiquant toute autre information qui serait utile.
- A veiller à ce que les prestations commandées soient bien référencées dans l'acte d'engagement du présent accord cadre. Dans le cas contraire, il sera fait retour du (des) bon(s) de commande erroné(s) au(x) service(s) émetteur(s).
- A informer sans délai de tout changement de raison sociale, de changement de coordonnées bancaires ou postales, de transfert de tout ou partie de l'accord cadre à un autre fournisseur ou de tout autre événement de même nature intervenant durant la période d'exécution de l'accord cadre. Le titulaire transmettra tout document utile afin que ces changements puissent être pris en compte et que les modifications nécessaires soient réalisées dans les meilleurs délais.
- Dans tous les cas, et quelle qu'en soit la raison, compte tenu de leur nature, le titulaire s'engage à ne pas interrompre ses prestations. En cas de litige, le titulaire en informera sans délai le groupe hospitalier.

En cas de défaillance, les HUPSSD mettront en œuvre une procédure d'achat pour compte auprès d'un autre fournisseur.

- Sous-traitance : Il est interdit au titulaire du présent accord cadre de céder ou sous-traiter tout ou partie de la prestation en cours d'exécution sans y avoir été expressément autorisé par décision du pouvoir adjudicateur.

## Section 6.01 Dispositions relatives aux personnels

Le titulaire doit prendre toutes mesures utiles pour que ses employés respectent la déontologie hospitalière, observent l'obligation de secret professionnel et effectuent leur travail sans causer aucune gêne au fonctionnement du service public. Ils doivent comprendre, parler et lire couramment le français.

Le personnel d'intervention et de remplacement nommément désigné par le titulaire, en vue de l'exécution des prestations du présent accord cadre est seul autorisé à intervenir sur le site pour lequel le présent accord cadre est conclu.

Le titulaire instruit son personnel sur les règles de sécurité du travail, tant générales que particulières et veille à les faire observer, notamment en ce qui concerne :

- Les alarmes de sécurité,
- L'encombrement de passages,
- Les zones interdites,

Le titulaire s'engage à faire respecter auprès de son personnel les règlements intérieurs et de sécurité propres au Site et à préciser qu'il est interdit :

- D'introduire ou de consommer des boissons alcoolisées dans les locaux, aussi bien que d'y pénétrer en état d'ivresse,
- De provoquer du désordre, d'une façon quelconque, sur les lieux du travail et leurs dépendances,
- De tenir des réunions dans l'enceinte des locaux,
- De se faire aider, dans l'exécution de son travail, par une personne étrangère à l'entreprise.

Cette liste n'est pas limitative.

25 AVC 25 ECO	Collecte, acheminement et livraison d'armoires entre les hôpitaux Avicenne et Robert Debré	10 / 19
CCP	Mars 2025	

## Section 6.02 Obligation de discrétion

Le titulaire qui, soit avant la notification de l'accord cadre, soit au cours de son exécution, a reçu des HUPSSD a communication de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir confidentielles ces informations.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse de l'AP-HP, être communiqués à des tiers.

Toute infraction à l'obligation de discrétion et de confidentialité à laquelle il est tenu est passible de la mise en jeu de la responsabilité du titulaire.

## Section 6.03 Mesures de sécurité

Lorsque la réalisation de la prestation nécessite une intervention ou un déplacement dans les secteurs sensibles ou protégés, le titulaire doit observer les dispositions particulières qui lui sont imposées par l'établissement de santé.

## Section 6.04 Sanctions

En cas de violation par le titulaire des obligations mentionnées aux alinéas précédents, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, les HUPSSD se réservent le droit de résilier l'accord cadre aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnités.

# Article VII. AVANCE

Le titulaire bénéficie de l'avance, sous réserve des conditions visées aux articles R2191-3 à R2191-19 du code de la commande publique. Il peut y renoncer en le mentionnant expressément sur l'acte d'engagement.

# Article VIII. PRIX DE L'ACCORD CADRE

## Section 8.01 Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations objet de l'accord cadre seront réglées par application des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés inclure :

- Tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- L'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations, y compris les conditions d'exploitation et d'accès des différents lieux d'enlèvement et de livraison. A ce titre, le titulaire ne peut prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque ;
- Toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations

## Section 8.02 Modalités de variations des prix

L'accord cadre est conclu à prix ferme.

25 AVC 25 ECO	Collecte, acheminement et livraison d'armoires entre les hôpitaux Avicenne et Robert Debré	11 / 19
CCP	Mars 2025	

## Article IX. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

### Section 9.01 Acomptes et paiements partiels définitifs

Pour les prestations de fournitures et d'installation, les acomptes seront versés au titulaire dans les conditions de l'article 11.2 du C.C.A.G.-F.C.S.

### Section 9.02 Modalités de facturation et de règlement des comptes

Le paiement est effectué sur une demande de paiement émise par le titulaire et après certification du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire dans le délai global de paiement en vigueur à compter de la présentation de la demande de paiement.

Les prix facturés incluent tous les frais et charges.

### Section 9.03 Présentation des demandes de paiements

La facture devra être, au format dématérialisé, sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Numéro de Siret APHP 267 500 452 01928 et code service en fonction des sites :

- 095 pour Avicenne,
- 032 pour Jean Verdier
- 069 pour René Muret

Vous pouvez transmettre vos factures électroniques sur ce portail en utilisant le mode EDI, en saisissant vos données de facturation ou encore en déposant vos fichiers pdf (signé ou non signé) cf. <http://www.economie.gouv.fr/aife/facturation-electronique>.

Les factures doivent indiquer :

- Nom et adresse du créancier
- N° de son compte bancaire ou de son C.C.P. tel que précisé sur l'acte d'engagement
- Les numéros de SIRET ou SIREN et du registre du commerce
- Le code APE
- La désignation des prestations réalisées
- Le montant hors taxes par article et hors taxes avec remise (si remise proposée)
- Le taux et le montant des taxes
- Le montant total des prestations réalisées T.T.C.
- Les numéros des bons de commande
- Le numéro de l'accord cadre
- Les n° des bons de réception des services et leur date

Les prestations hors accord cadre devront faire l'objet d'une facturation différente.

Pour les titulaires établis dans un autre Etat membre de la Communauté européenne, la facture est établie pour un montant hors taxe avec le numéro de TVA intra-communautaire AP-HP. Le montant de l'engagement s'entend cependant TTC. Le paiement de la TVA est effectué à l'ordre de Monsieur le Directeur spécialisé des finances de l'AP-HP (code TPGAP K 99194) selon la réglementation en vigueur sur la TVA intra-communautaire.

25 AVC 25 ECO	Collecte, acheminement et livraison d'armoires entre les hôpitaux Avicenne et Robert Debré	12 / 19
CCP	Mars 2025	

#### Section 9.04 Délai global de paiement

Le délai de paiement prévu aux articles L2232-6 à L2232-7 du code de la commande publique susvisé est celui qui s'impose à l'acheteur en application du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le Comptable assignataire des paiements est : Monsieur le Directeur spécialisé des finances publiques de l'Assistance Publique à Paris

Le délai maximum de paiement est de 50 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement. Le taux appliqué est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points.

### Article X. **PENALITES**

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités sont cumulatives.

#### Section 10.01 Pénalités de retard

Par dérogation au CCAG de référence, les pénalités de retard sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Lorsque les horaires contractuels d'exécution ne sont pas respectés par le fait du titulaire, à savoir les horaires précisés au présent CCP celui-ci encourt une pénalité d'un montant forfaitaire égal à 500 € HT par horaire non respecté par dérogation à l'article 14.1.1 du C.C.A.G.

Par dérogation au CCAG de référence, le montant des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Par dérogation au CCAG de référence, le titulaire est redevable de la totalité des pénalités due.

#### Section 10.02 Pénalités liées à l'exécution des prestations

25 AVC 25 ECO	Collecte, acheminement et livraison d'armoires entre les hôpitaux Avicenne et Robert Debré	13 / 19
CCP	Mars 2025	

(a) Pénalités en cas de refus à une demande de prestation

En cas de non réalisation d'un trajet prévu au CCP par le fait du titulaire, ce dernier se verra appliquer une pénalité de 500 €.

Les pénalités seront appliquées au cas par cas selon les motifs et justificatifs fournis par le titulaire à l'appréciation de l'établissement concerné.

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

(b) Pénalités en cas de difficultés de communication

En cas de difficultés à joindre le titulaire de l'accord cadre durant l'exécution du transport, celui-ci se verra appliquer une pénalité de 30 € HT par prestation.

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

(c) Pénalités en cas d'altération des produits sensibles transportés :

Toute altération des produits sensibles durant le transport par le fait du titulaire donnera lieu à l'application d'une pénalité équivalente au prix du trajet hors taxes.

Cette pénalité vient en supplément de l'indemnisation totale des produits par le titulaire (prise en charge ou non par l'assurance).

(d) Pénalités en cas de perte des produits sensibles transportés :

Toute perte des produits sensibles transportés par le titulaire donnera lieu à l'application d'une pénalité équivalente au prix du trajet hors taxes.

Cette pénalité vient en supplément de l'indemnisation totale des produits par le titulaire (prise en charge ou non par l'assurance)

## Section 10.03 Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## Article XI. RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

### Section 11.01 Motifs de résiliation

Le Pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution de l'accord cadre à tout moment, dans les conditions prévues aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

### Section 11.02 Résiliation prononcée aux torts du titulaire

Conformément aux articles 41 et 45 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour faute, les HUPSSD se réservent le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

25 AVC 25 ECO	Collecte, acheminement et livraison d'armoires entre les hôpitaux Avicenne et Robert Debré	14 / 19
CCP	Mars 2025	

### **Section 11.03**     Résiliation pour inexécution non fautive

Si des circonstances extérieures aux parties rendent inexécutable le contrat, le pouvoir adjudicateur peut prononcer la résiliation de ce dernier. En complément des cas prévus à l'article 39 du CCAG-FCS, le Pouvoir adjudicateur pourra également mettre fin à l'accord cadre pour perte d'objet de l'accord cadre ou lorsque le titulaire ne sera plus dans la capacité de fournir les fournitures ou prestations.

### **Section 11.04**     Résiliation pour motif d'intérêt général

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra à titre aucune indemnisation.

En complément de l'article 42 du CCAG, le pouvoir adjudicateur peut également résilier, sans indemnité, l'accord cadre pour tout motif d'intérêt général, notamment en cas d'abandon du projet lié à l'accord cadre, ainsi que pour des considérations s'attachant à l'organisation et au fonctionnement du service public hospitalier.

### **Section 11.05**     Indemnité de résiliation

La résiliation prononcée en application des articles 39 à 41 du CCAG-FCS n'ouvrent pas droit à indemnité.

### **Section 11.06**     Résiliation en cas d'inexactitude des documents et renseignements demandés

Concernant l'accord cadre, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles aux articles R2143-3 et R2143-6 à R2143-10 du code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R2143-8 de code de la commande publique, il sera résilié aux torts du titulaire.

## **Article XII.     EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUE DU TITULAIRE**

### **Section 12.01**     En cas de d'inexécution d'une prestation ou de carence dans l'approvisionnement en cours d'exécution de l'accord cadre

En cas d'inexécution d'une prestation ou de carence dans l'approvisionnement en qualité ou en quantité par le titulaire dans les délais, les HUPSSD pourront en outre faire procéder par un tiers à l'exécution de ladite prestation ou s'approvisionner auprès du fournisseur de son choix aux frais et risques du titulaire conformément à l'article 45 du C.C.A.G.- F.C.S.

En cas de différence de prix au détriment de l'établissement, celle-ci sera imputée d'office sur le montant du plus prochain paiement effectué au profit du titulaire.

Dans ce cas, le titulaire de l'accord cadre est tenu d'informer par écrit le pouvoir adjudicateur de la date de reprise de l'exécution : à défaut, l'établissement ne pourra être tenu pour responsable d'un prolongement de l'exécution de l'accord cadre auprès d'un tiers fournisseur, et le titulaire de l'accord cadre en supportera les conséquences financières.

25 AVC 25 ECO	Collecte, acheminement et livraison d'armoires entre le les hôpitaux Avicenne et Robert Debré	<b>15 / 19</b>
CCP	Mars 2025	

## Section 12.02 Après résiliation prononcée aux torts du titulaire

Conformément aux articles 41 et 45 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour faute, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

## Article XIII. MODIFICATIONS DE L'ACCORD CADRE

En application de l'article R2194-1 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le présent cahier des clauses particulières dans les cas suivants :

- En cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouvelles références à l'accord cadre,
- En cas d'évolution du périmètre d'exécution de l'accord cadre par adjonction de groupes hospitaliers ou d'établissements non bénéficiaires initialement,
- En cas d'évolution importante du coût des matières premières ayant des conséquences importantes sur l'équilibre financier de l'accord cadre

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée à l'initiative du représentant du pouvoir adjudicateur ou sur demande justifiée du titulaire de l'accord cadre. La demande devra parvenir au représentant du pouvoir adjudicateur par LRAR.

## Article XIV. PRESTATIONS NON COMPRISES DANS L'ACCORD CADRE

Conformément à l'article R2194-2 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur pourra en cas de prestations ne figurant pas dans cet accord cadre, mais dont l'exécution est devenue nécessaire à la suite d'une circonstance imprévue, avoir recours à une modification de l'accord cadre.

## Article XV. TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Pénalité pour manquement aux obligations associées à la protection des données à caractère personnel.

En cas de méconnaissance de la réglementation liée à la protection des données à caractère personnel et des stipulations du présent document, les pénalités suivantes seront appliquées : 1000 € par infraction constatée par les HUPSSD.

Conformément au CCAG de référence, les HUPSSD peuvent résilier l'accord-cadre pour faute du titulaire en cas de manquement grave et répété, par le titulaire ou son sous-traitant, aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité prévues par la réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par le présent article et par les pièces particulières de l'accord-cadre.

## Article XVI. NANTISSEMENT

L'accord cadre peut faire l'objet d'un nantissement dans les conditions prévues aux articles R2191-46 à R2191-62 du code de la commande publique.

25 AVC 25 ECO	Collecte, acheminement et livraison d'armoires entre les hôpitaux Avicenne et Robert Debré	16 / 19
CCP	Mars 2025	



## Article XVII. ASSURANCES

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause aux HUPSSD en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents des HUPSSD ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant aux HUPSSD ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, aux HUPSSD, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire

## Article XVIII. CERTIFICATS

Le titulaire est tenu de transmettre à compter de la date d'attribution de l'accord cadre, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que les HUPSSD n'en fassent la demande express, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord cadre. En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au titulaire. Le titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

Pour ce faire, les HUPSSD recourt à une plateforme sur laquelle les titulaires de l'accord cadre devront obligatoirement se créer un compte dès l'attribution de l'accord cadre, puis mettre en ligne et actualiser les documents demandés à la périodicité requise. Les modalités d'accès à la plateforme seront communiquées à l'attribution.

## Article XIX. DROIT

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations, qui pourraient subvenir entre les HUPSSD et le titulaire de l'accord cadre, ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée, des prestations à effectuer.

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative.

*Tribunal administratif de Paris 7, rue de Jouy 75181 Paris cedex 04.  
Téléphone : 01 44 59 44 00, Télécopie : 01 44 59 46 46.  
E-mail : greffe.ta-paris@juradm.fr*

25 AVC 25 ECO	Collecte, acheminement et livraison d'armoires entre les hôpitaux Avicenne et Robert Debré	17 / 19
CCP	Mars 2025	

## Article XX. DEROGATIONS AU C.C.A.G.

Les dérogations aux C.C.A.G.- F.C.S., explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.P., sont apportées aux articles suivants :

Articles du présent CCP	Articles du C.C.A.G.- F.C.S. auxquels il est dérogé	Objet
Articles 10	Article 14.1 du C.C.A.G.- F.C.S.	Pénalités de retard d'exécution
Alinéa 1, article 11.5	Article 33 du C.C.A.G.- F.C.S.	Indemnité de résiliation



ôpitaux Universitaires de Paris Seine Saint Denis | Cellules des marché | 125, rue de Stalingrad | 93009  
Bobigny | 01.48.95.57.22 | [avc-cellule.marches@aphp.fr](mailto:avc-cellule.marches@aphp.fr)

# ACCEPTATION DU CCP

CONSULTATION : 25 AVC 25 ECO

OBJET : Collecte, acheminement et livraison d'armoires entre le les hôpitaux Avicenne et Robert Debré

PROCEDURE : Accord-cadre sur procédure adaptée ouverte soumise aux dispositions de l'article R 2123-1 du Code de la Commande Publique.

Il suit les dispositions des articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique relatives aux accords-cadres à bons de commande

Je soussigné(e) .....<sup>1</sup> atteste pour le compte de la société .....  
avoir pris connaissance et accepter les conditions des Cahier Des Clauses Administratives et techniques.

A ..... Le.....

Signature et cachet de la société

<sup>1</sup> Nom et qualité de la personne qui engage la société au même titre que l'acte d'engagement

25 AVC 25 ECO	Collecte, acheminement et livraison d'armoires entre le les hôpitaux Avicenne et Robert Debré	19 / 19
CCP	Mars 2025	